



La multiplication des réseaux au cours des dernières décennies

A partir de ces deux origines de la diplomatie des peuples et de la représentation collective d'une catégorie d'acteurs qui se juge insuffisamment écoutée, nous avons assisté ces dernières décennies, voire ces dernières années, à une véritable explosion des réseaux de villes, au point d'avoir un tout petit peu le tournis. Il m'arrive de discuter avec des élus locaux qui finissent par dire : « Nous sommes dans quatre réseaux de villes, la cotisation n'est pas bien élevée mais au fond, nous avons à peine le temps d'y envoyer un délégué et nous pouvons nous demander à quoi sert tout cela. »

Probablement, dans les années et décennies à venir, les choses vont se décanter. En attendant, comme on le disait à l'époque sous le régime communiste asiatique, « que 100 fleurs éclosent ». Nous sommes vraiment dans la phase de l'éclosion des fleurs : nous allons voir celles qui tiennent et celles qui périclitent. Mais cette multiplication n'est pas un mal en soi. Tout n'est pas de la même qualité, tout n'est pas de la même ampleur. C'est ce que nous pouvons dire. Je vais en citer quelques-unes pour montrer qu'il y a tout simplement trois types de réseaux.

Le premier type de réseaux, c'est comme dans l'entreprise : les réseaux de l'entre soi. Un chef de très grande entreprise ne va pas se commettre avec une piétaille des PME et, disons-le franchement, nous retrouvons un peu la même chose au niveau des villes. Le Président d'une grande communauté urbaine, ou maintenant comme l'on dit d'une métropole, et le Maire d'une commune rurale n'ont pas vraiment le sentiment de jouer dans la même catégorie. Même si au sein de l'Association des Maires de France, ils disent qu'ils ont à défendre les intérêts de la fiscalité locale, de l'autonomie, ou à donner leur avis sur la décentralisation, ils ne jouent pas dans la même cour. Nous avons ce premier phénomène : le Réseau des villes capitales, Metropolis. C'est sûr : Shanghai, Sao Paulo, Paris, Tokyo, Londres Barcelone, ces très grandes villes-monde (capitales ou non) ont des représentations internationales permanentes, ont une stratégie économique mondiale, donc il est inévitable qu'elles aient envie de se retrouver entre elles. C'est le premier volet.

Le deuxième volet, ce sont les systèmes de représentation que j'évoquais tout à l'heure. Nous allons retrouver le conseil des communes et des régions d'Europe, CCRE, et nous allons retrouver surtout le réseau CGLU (Cités et gouvernements locaux unis), qui est né justement comme je l'évoquais de la fusion de la Fédération mondiale des cités unies, l'héritière des villes jumelées, et IULA, qui était la fédération des associations nationales d'élus. Là, nous sommes vraiment sur le registre des systèmes de représentation. La question va se poser et se pose en permanence : au-delà de cela, qu'est-ce qui se fait comme boulot ? Qu'est-ce qui se fait comme travail, notamment sur les questions de gouvernance territoriale ?

Et puis, ont émergé (c'est là le plus grand foisonnement certainement) les réseaux thématiques. Je ne dirai pas de mémoire tous les noms de manière exacte, mais je pense au Réseau des villes historiques qui travaille sur la préservation du patrimoine et sur la valorisation de ce patrimoine dans la ville d'aujourd'hui, au Réseau des villes apprenantes qui s'intéresse tout particulièrement au rôle d'apprentissage qu'offre la ville à Energie-Cités et à la Convention européenne des Maires qui s'est constituée autour de l'idée que les villes doivent être en avance sur les Etats et sur l'Europe en ce qui concerne l'efficacité énergétique. La plus ancienne d'entre elles : ICLEI, née en 1991, à l'occasion de la préparation du Sommet de la terre, réunit des villes qui travaillent en gros sur la question du développement durable. Elle a été liée au départ avec les agendas locaux, et maintenant va nettement plus loin. Il y a les Villes pour la paix, réseau lancé il y a quelques décennies par le Maire d'Hiroshima .

Tout cela, ce sont des créations légitimes ? Je crois important que chaque ville d'une quelconque importance se dise : « Quels sont les sujets sur lesquels je souhaite avancer et avec lesquels je me relie ? » Au-delà de tous ces réseaux formels avec un bureau, des organes, des permanents que j'ai évoqués, il y a encore beaucoup de réseaux informels tout à fait intéressants. Je pense à tout le travail qui se fait autour de la question de l'écologie industrielle et territoriale : petit à petit se crée un réseau à l'échelle francophone, de ces villes.

Nous voyons, et cela fait partie de notre notion de capital immatériel, une nouvelle pratique s'instaurer et devenir presque organique : quand on s'intéresse à un sujet, on se pose la question des autres villes qui s'intéressent au même sujet et l'on cherche à se relier à elles.

Bibliographie

Réseau des grandes capitales <http://www.metropolis.org/fr>

Conseil des Communes et Régions d'Europe <http://www.ccre.org/fr>

Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) <http://www.uclg.org/>

Energy Cities <http://www.energy-cities.eu/>

Convention européenne des maires http://www.conventiondesmaires.eu/index_fr.html

Réseau UNESCO des villes apprenantes <http://uil.unesco.org/fr/accueil/news-target/developing-a-framework-for-the-unesco-global-learning-city-index/818bb722fb43d10a3b1f1743d786ea24/>

ICLEI (International Council for Local Environmental Initiatives, Conseil international pour les initiatives écologiques locales) <http://www.iclei.org/> voir aussi le site de l'AGVF <http://www.grandesvilles.org/tags/iclei>

Association française des Communes, Départements et Régions pour la paix (AFCDRP) <http://afcdrp.blogspot.fr/>